

que l'on s'efforce d'obtenir le plus grand perfectionnement possible dans le Parlement Local, et, grâce à la contagion de l'exemple, aux frottements nécessaires entre la Province et la Capitale Fédérale, nous exercerons à Ottawa une influence décisive dans le débat des intérêts généraux. Il suffit de faire entrevoir le principe sans faire toucher du doigt les conséquences.

Un chef énergique, un bataillon intelligent, une bonne et patriotique entente nous ont déjà prouvé, dans la question de l'arbitrage, ce que peut une organisation qui pourrait encore être mieux et plus efficacement combinée.

« Le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité. Il n'a à se déterminer que par des choses qu'il ne peut ignorer, et des faits qui tombent sous les sens... Il sait qu'un Juge est assidu, que beaucoup de gens se retirent de son tribunal contents de lui, qu'on ne l'a pas convaincu de corruption : en voilà assez pour qu'il élise un préteur. Il a été frappé de la magnificence ou des richesses d'un citoyen : cela suffit pour qu'il puisse choisir un édile... »

Montesquieu, qui écrivait ces remarquables paroles, appliquées à un Etat républicain où l'élection était en usage pour toute la hiérarchie civile, judiciaire et politique, n'aurait pas manqué d'ajouter, s'il eût vécu de notre temps et dans notre petit monde politique : « Le peuple (canadien) qui possède le meilleur système de gouvernement, la monarchie tempérée, ne peut ignorer les choses et les faits de son gouvernement et de son Parlement. Il choisira donc les meilleurs députés afin d'avoir le meilleur Cabinet pour affermir, consolider et étendre le régime qui assure ses droits, son bonheur et sa tranquillité. »

Nous demandons mille pardons à nos lecteurs de faire ainsi parler l'immortel auteur de « l'Esprit des Lois. » Nos abonnés libéraux vont peut-être croire que nous voulons ranger Montesquieu au nombre des partisans de la Confédération. Et nos amis les conservateurs de Québec s'imagineront sans doute que notre intention est de faire rêver aux électeurs un ministère supérieur à celui de M. Chauveau. Les deux partis auront même peut-être l'intention de nous demander ce que l'*Opinion Publique* pense du Cabinet Provincial. Nous satisferons cette légitime curiosité en essayant de faire connaître très-prochainement, comme nous le promettons au début de notre article, tout le mal et tout le bien qu'on peut dire du Gouvernement Local.

J. A. MOUSSEAU.

ÉPIÎTRE.

Mon cher David,

Permettez que je vous adresse un mot du fond de ma province, comme on dit en France, cette pauvre et chère France ! Permettez que je me rappelle un peu ces beaux jours de notre vieux Montréal qui a tant grandi dans quatre années ; car j'ai compté les années, moi. J'éprouve un besoin de me mêler à vos pensées, à vos désirs, à ces aspirations brûlantes qui montent sans cesse, à ces émanations de vos âmes pleines de feu, de vos intelligences tout illuminées, de votre courage et de vos succès, toujours les mêmes !

J'ai lu, mon cher ami, votre discours sur le Pape et la papauté ; et je vous y ai reconnu et aimé comme partout, comme toujours. Je vous y ai estimé comme dans vos articles de l'*Opinion Publique*, qui est aujourd'hui une véritable victoire littéraire remportée sur l'apathie de notre population. Mais, il faut le dire, vous n'avez pas volé vos succès, et ce serait injuste que de ne pas applaudir aux forts articles de M. Mousseau, aux gaies images et vives saillies de C. T., aux récits charmants de Montpetit et aux graves discussions de l'ami Dunn.

Aujourd'hui pourtant, je veux dire encore un mot pour la France, le mot de la province, le mot des indifférents, si vous voulez.

Pauvre France, elle ne méritait pas tant de supplices, il me semble !

Mon Dieu, son histoire est si grande au milieu de ses terreurs, de ses gloires et de sa défaite, que lorsque l'avenir verra le tout, scrutera, en juré impartial, le passé, les influences régnautes, les abus, les faiblesses et les tyrannies dont elle fut le théâtre et la victime, on applaudira avec des millions s'il le faut, et les vainqueurs jalouseront sa défaite.

Et l'humanité sourira au sourire de son premier réveil. Voyons un peu : en 1670, la France était grande entre les grandes nations, par ses victoires, par les lettres, par le commerce, par tout.

C'était l'apogée d'une immense institution qui allait chanceler.

C'était Louis XIV.

Mais il y avait Voltaire !

Et Jean-Jacques Rousseau, l'herboriste, le philanthrope, qui vint ensuite.

Et Louis XV, ce bon roi qui étouffait la monarchie dans les alcôves du Trianon.

Et la grande révolution française qui secoua les trônes pour en faire tomber la royauté comme un fruit mûr.

Et Louis XVI, ce roi mécanicien, le serrurier comme on disait, à qui ne restait du Bourbon que le cœur, du Français que l'indécision, du monarque que la faiblesse. Louis XVI avait été la victime, en 93, du fer taillé en biseau que lui-même avait substitué à la demi-lune du Dr. Guillotin.

Arrivons tout de suite aux victoires de ce géant qui fit lever les yeux au monde et sous les regards duquel l'Europe sentait un frisson.

Le 18 mai 1804, Napoléon Bonaparte était Empereur.

Après une révolution, c'était à jeter le germe d'une révolution.

Arrivèrent enfin Waterloo et le 5 mai 1821.

C'était l'extinction de la force.

Et les Français, nos pères, avaient payé cette histoire avec des torrents de larmes, des fleuves de sang, des millions d'hommes ! L'argent n'est rien après cela.

Mais voici la réaction ! C'est l'oubli des griefs et des douleurs ; c'est la paix, c'est le bonheur d'un peuple qui a besoin de bonheur, de repos.

Aussi le coup-d'état du 2 décembre est-il appuyé par sept millions de voix.

Pendant dix-sept années, Louis Napoléon Bonaparte, troisième de nom, gouverna la France.

C'est pendant ce règne qu'Alfred de Musset chanta *le Rhin Allemand*, cette chanson si fière, si patriotique, mais trop triste pour nos jours, rappelant ainsi le testament politique qu'avaient laissé Frédéric de Prusse, aidé de l'impitoyable sarcasme de son ami Voltaire. Dès 1791, la Prusse se crut sincèrement à la tête du progrès allemand, se sentant aidé des sympathies des races saxonnnes.

Un matin, le roi Guillaume et M. de Bismark se racontèrent leurs rêves ! L'un avait vu une couronne d'empereur sur la pointe de son épée, l'autre avait aperçu l'Alsace et la Lorraine englobées dans les frontières prussiennes.

De ce moment plus de trêve, plus de repos pour ces deux hommes aux terribles ambitions. Les mensonges diplomatiques couvrirent des armements formidables ; l'on préparait l'atrocité de 70.

En 1857, Elias Regnault avait dit ces lignes : « Aujourd'hui la France est la suzeraine politique de l'Europe ; c'est un hommage que tous lui rendent en acte et en pensée. Quand la France remue, l'Europe est ébranlée ; quand la France est en repos, l'Europe fait silence autour d'elle. Les monarques absolus la surveillent comme la seule puissance qui doit leur devenir un obstacle ; les peuples opprimés la contemplent comme la seule nation qui doit leur apporter leur affranchissement. Il n'appartient qu'aux grands hommes et aux grandes nations d'inspirer ainsi à la fois la crainte et l'espérance ; aussi la France doit-elle bien se pénétrer de la difficulté de sa mission pour en bien accomplir toute la grandeur ; car le peuple à qui tous les autres peuples réunis ont confié la magistrature de la pensée et le sacerdoce de l'intelligence, leur doit à son tour des sacrifices qui soient en rapport avec la gloire qu'il recueille de leurs hommages. »

En 1870 l'orgueil prussien se chargea de représenter les monarques absolus contre cette magistrature de la pensée et ce sacerdoce de l'intelligence déferés à la France ; la Prusse veut exhiber au monde l'influence des forces brutales en face du génie désarmé ; la Prusse a besoin de larmes et de sang pour noyer la dernière vanité de son vieux roi ; elle s'avance.

Revenons à l'histoire !

En 1869 paraît la *Lanterne* de Rochefort.

La *Lanterne* lança ses rayons incendiaires sur une situation intime que l'Europe jalouse cherchait à laisser voir, se chargeant du verre microscopique caché dans les cartons des diplomates.

Bientôt la situation n'est plus un mystère ; l'Angleterre, qui pouvait tout sauver, commanda des coffre-forts.

Puis la guerre que cherchaient depuis si longtemps le roi Guillaume et M. de Bismark, est déclarée par l'Empereur des Français.

Le rôle de Napoléon se termina à Sedan.

Alors commença le rôle du peuple français, ce géant trahi chaque jour, qui pendant sept mois affronta le fer, le feu, la faim, la mort pour sauver la patrie envahie.

La France ne pouvait résister plus longtemps—elle succomba ! mais grande et belle dans ses malheurs, parée de ses larmes et de ses blessures, elle fit honte au vainqueur de son hideux triomphe ! Du regard elle remercia le monde—ce grand bavard qui rit de tout, et qui cette fois a pleuré....

Elle sourit à cet enfant désespéré qui, en partant pour un engagement vingt fois inégal, écrivait pour toute correspondance :

« Il y avait une fois une grande nation qui s'appelait la France.... »

On ne plaint pas une nation pareille, on l'admire. L'univers peut se charger de sa dette et ne se sentira pas encore quitte.

Dans notre siècle, il faut des sympathies matérielles, il faut, disons-le tout de suite, il faut de l'or ; non pour étancher le sang, non pour essuyer les larmes, non pour ressusciter les morts : il faut de l'or pour que l'humanité blessée, dans la personne de la France, se rétablisse.

L'humanité a besoin d'une convalescence, que le monde se fasse alchimiste.

Une chose tristement vraie, c'est que la paix extérieure a laissé l'anarchie à l'intérieur, et cela parce que la France, après avoir goûté de tous les régimes, les craint tous sincèrement. Mon Dieu, il serait injuste de lui reprocher trop amèrement ses faiblesses, ses discussions, ses discordes même ; la France est une malade aigrie qui ne veut pas mourir et qui a peur de ces hommes qui se donnent comme les médecins de nations.

Ses douleurs sont plus grandes que ses fautes. Donnons du pain à ses enfants, aidons à relever ses villes, à reconstruire ses chemins de fer, à réparer ses ruines, et le soir du jour où nous aurons contribué à cette grande œuvre d'humanité, nous nous sentirons grandis par les éloges d'une noble conscience.

A. V. LETENDRE.

Rimonski, 1er avril 1871.

ÇÀ ET LÀ.

Les juges de Montréal ont décidé qu'à l'avenir ils ne recevront devant les cours de justice que du papier blanc ; plus de papier bleu ! Ils disent que le papier bleu fatigue la vue. Les rouges jubilent, ils disent qu'enfin on comprend la funeste influence du bleu. D'autres croient qu'on s'est trop hâté de proscrire le bleu, qu'il n'a pas encore dit son dernier mot, et que dans tous les cas ce n'était pas aux juges à se mettre à la tête d'un pareil mouvement.

Un individu subissait son procès, la semaine dernière, pour assaut et vol. L'accusateur, un jeune Canadien du nom de Poitras, avait juré qu'il reconnaissait bien l'accusé et que c'était lui qui l'avait frappé et volé.

Pour détruire cette preuve, la défense produisit deux témoins, parents de l'accusé, qui jurèrent que dans la nuit où cette affaire eut lieu, le prisonnier n'était pas sorti de leur maison. La couronne déclara après cette preuve qu'elle abandonnait la cause, sans contre examen.

Je crois que le prisonnier devait être acquitté, mais la couronne aurait dû transquestionner ces deux témoins, simplement pour l'acquit de sa conscience et dans l'intérêt de son prestige.

Si on eût demandé à ces témoins à qu'elle heure ils s'étaient couchés, et s'il n'était pas possible que le prisonnier fût sorti pendant la nuit, où il couchait, etc., etc., on aurait satisfait le public.

Nous avons déjà dit que nous voyions avec plaisir quelques-uns de nos jeunes marchands canadiens prendre part aux délibérations de la chambre de commerce et de la Halle aux blés, et y représenter avec honneur notre influence. Nous citerons en particulier MM. E. Morin, R. Thibaudeau, Hospice Labelle, L. Tourville, A. Boyer, dont les noms paraissent le plus souvent dans les rapports. Il y en a plusieurs autres qui pourraient figurer avec honneur dans ces circonstances ; nous regrettons leur abstention.

Il nous fera toujours plaisir de signaler à l'attention publique tous ceux qui, dans le commerce et l'industrie, se feront remarquer par leur activité, leur travail et leurs efforts pour se mettre au niveau de leurs confrères d'origine anglaise. Et nous demandons qu'on nous fasse réparer les omissions que nous pourrions commettre. Un marchand qui fait une grande entreprise mérite plus d'éloges qu'un avocat qui fait un bon discours, et les hommes de commerce qui cherchent à s'instruire et à connaître les affaires publiques peuvent nous rendre autant de services, sinon plus, que les hommes de profession.

On nous dit que MM. Morin et R. Thibaudeau méritent une mention spéciale pour leur zèle, leur activité et la part qu'ils ont prise dans ce mouvement du commerce canadien.

Nous espérons que plusieurs autres se feront un devoir de favoriser et d'entretenir cet heureux mouvement. Leur intelligence, leurs talents et leur fortune les mettent en état d'occuper une position importante, non seulement dans le commerce, mais encore dans la politique, plus tard. Nous aurons toujours assez d'avocats, d'hommes de professions dans les affaires publiques ; mais nous avons besoin de marchands instruits, capables de faire prévaloir leurs idées, leurs opinions.

P. S. Nous sommes heureux de voir que nos idées sur ce sujet ont déjà produit leurs fruits. M. Morin à qui nous avons communiqué nos remarques, dans le cours de la semaine, a eu l'heureuse pensée d'organiser un mouvement pour augmenter l'influence du commerce canadien-français dans la Chambre de Commerce. Nous publierons, la semaine prochaine, une lettre qu'il a écrite sur cette question et qui paraîtra ces jours-ci, dans les journaux quotidiens.

L. O. D.

L'ENSEVELISSEMENT DU CHRIST.

Cette gravure qui a paru dans notre numéro de la Semaine Sainte, a suscité tant de demandes de la part des personnes qui savent apprécier le caractère religieux comme le cachet artistique de ce tableau, qu'une édition à part en a été tirée sur papier épais, grand format, dont les copies se vendront vingt-cinq centins seulement. Des copies seront envoyées franco par la poste, soigneusement roulées, pour 35 centins.

LE PAGE.

C'est la reproduction d'une peinture qui fut exposée, l'année dernière, à l'Académie royale de Londres, et qui fut fort admirée. On sait le rôle que remplissaient les pages chez les rois et les grands seigneurs d'autrefois ; leur histoire est intimement liée à celle de ces messieurs, et dans les romans inspirés par les aventures des derniers siècles, ils occupent une place marquante. Ces pages étaient souvent, comme on le sait, des jeunes gens de noble famille qui faisaient l'ornement et l'agrément des châteaux.

LE MARQUIS DE LORNE ET LA PRINCESSE LOUISE.

Le mariage de ces deux nobles amoureux a eu lieu, il y a quelques jours, au milieu d'un déploiement extraordinaire de splendeur et de luxe. Les journaux anglais n'ont parlé que de cela depuis quelque temps, la description seule des toilettes remplit leurs colonnes.

Nous avons déjà parlé de ce mariage et de ces deux époux. La princesse Louise est, comme l'on sait, la quatrième fille de la reine Victoria, à laquelle elle ressemble beaucoup. On la dit versée dans la littérature et cultivant avec succès le dessin, la peinture et la sculpture. Elle a vingt-trois ans.

Le marquis de Lorne, de la noble maison d'Argyll, est un beau grand garçon de vingt-six ans. Il est le premier depuis longtemps en Angleterre qui obtient l'honneur de marier une princesse sans être prince lui-même. Il possède une très-forte éducation, une grande facilité de parler et une intelligence remarquable. Il a déjà rempli des fonctions importantes et s'est fait remarquer à la Chambre des Communes par son indépendance.